



# Communiqué

## CAE publie des résultats record pour le quatrième trimestre et pour l'exercice financier 2019

- Produits des activités ordinaires en hausse de 42 % pour atteindre 1,0 milliard \$ au T4 et en hausse de 17 % pour atteindre 3,3 milliards \$ pour l'exercice
- Résultat net avant éléments particuliers<sup>(1)</sup> du T4 en hausse de 55 % par rapport au T4 de l'exercice précédent et en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) du T4 de 0,46 \$ (0,48 \$ avant éléments particuliers<sup>(2)</sup>), en hausse par rapport à 0,31 \$ l'année précédente
- RPA annuel de 1,23 \$ (1,25 \$ avant éléments particuliers) vs 1,28 \$ (1,11 \$ avant éléments particuliers) l'année précédente
- Prises de commandes annuelles record de 4,0 milliards \$<sup>(3)</sup>, dont 78 simulateurs de vol civils et un carnet de commandes<sup>(3)</sup> de 9,5 milliards \$
- Flux de trésorerie disponible annuel<sup>(4)</sup> de 323,8 millions \$ pour un taux de conversion en trésorerie<sup>(5)</sup> de 98 %
- Rendement du capital utilisé<sup>(6)</sup> avant éléments particuliers de 12,9 % vs 12,7 % l'an dernier

**Montréal, Canada, le 17 mai 2019 – (NYSE : CAE ; TSX : CAE) –** CAE a annoncé aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1,0 milliard \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019, une hausse de 42 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se chiffre à 122,3 millions \$ (0,46 \$ par action) au quatrième trimestre, comparativement à 82,3 millions \$ (0,31 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant éléments particuliers du quatrième trimestre s'est établi à 127,5 millions \$ (0,48 \$ par action), ce qui représente une augmentation de 55 % du résultat par action (RPA) par rapport à la même période l'an dernier.

Pour l'exercice 2019, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 3,3 milliards \$, une hausse de 17 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est établi à 330,0 millions \$ (1,23 \$ par action) comparativement à 346,0 millions \$ (1,28 \$ par action) pour l'exercice 2018. Avant éléments particuliers, le résultat net s'est établi à 335,2 millions \$ (1,25 \$ par action) cette année, comparativement à 297,9 millions \$ (1,11 \$ par action) l'an dernier, ce qui représente une augmentation de 13 % du RPA par rapport à la même période l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

## Sommaire des résultats consolidés

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)</i>	EX2019	EX2018	Écart en %	T4-2019	T4-2018	Écart en %
		Retraité*			Retraité*	
Produits des activités ordinaires	\$ 3 304,1	2 823,5	17%	1 022,0	720,9	42%
Résultat opérationnel <sup>(7)</sup>	\$ 480,6	462,8	4%	170,4	117,5	45%
Marges opérationnelles	% 14,5	16,4		16,7	16,3	
Résultat net	\$ 340,1	354,7	(4%)	125,4	85,6	46%
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 330,0	346,0	(5%)	122,3	82,3	49%
Résultat par action (RPA)	\$ 1,23	1,28	(4%)	0,46	0,31	48%
Résultat net avant les éléments particuliers	\$ 335,2	297,9	13%	127,5	82,3	55%
RPA avant les éléments particuliers	\$ 1,25	1,11	13%	0,48	0,31	55%
Carnet de commandes total	\$ 9 494,9	8 068,3	18%	9 494,9	8 068,3	18%

\* Les résultats financiers publiés ont été retraités afin de refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15.

Les éléments particuliers pour l'exercice 2019 comprennent les coûts découlant de l'acquisition et de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires (BAT) de Bombardier.

Les éléments particuliers de l'exercice 2018 comprennent les profits nets à la cession de notre participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC) et la réévaluation de la participation antérieure dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) lors de l'acquisition ainsi que l'incidence de la réforme de l'impôt aux États-Unis.

« CAE a terminé en force l'exercice 2019, avec pour le quatrième trimestre, des revenus en hausse de 42 % et des résultats par action en hausse de 55 % par rapport à l'an dernier. Pour l'exercice au complet, CAE a livré un rendement record et a atteint ses perspectives annuelles, renforçant ainsi sa position de chef de file mondial en formation aéronautique », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Les revenus annuels sont en hausse de 17 % et le résultat par action en hausse de 13 % par rapport à l'an dernier, et nous avons généré un flux de trésorerie disponible élevé. Je suis particulièrement satisfait de nos commandes annuelles record de 4 milliards \$ et du carnet de commandes de 9,5 milliards \$. Notre succès continu à gagner la confiance de nos clients, confirme notre stratégie axée sur la formation et renforce la nature récurrente de nos activités. Dans le secteur Civil, nous avons dispensé plus d'un million d'heures de formation aéronautique au cours de l'exercice et avons accru notre résultat opérationnel de 13 %. Nous avons également considérablement élargi la position de CAE dans le domaine de la formation pour l'aviation d'affaires grâce à la plus importante acquisition jamais réalisée par la Société, ce qui fait de CAE le plus important fournisseur de formation pour l'aviation civile au monde. Les commandes annuelles du secteur Civil ont totalisé un montant record de 2,8 milliards \$, y compris des contrats d'impartition additionnels de la formation des compagnies aériennes et la vente de 78 simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, nous avons augmenté notre résultat opérationnel annuel de 9 % et enregistré 1,1 milliard \$ de commandes, y compris les programmes d'intégration des systèmes de formation, pour un carnet de commandes record de 4,5 milliards \$ pour la Défense. De plus, nous avons fait l'acquisition d'AOCE, qui, avec notre structure améliorée aux États-Unis, élargit notre marché pour y inclure des programmes de sécurité de plus haut niveau. Dans le secteur Santé, nos nouveaux produits de simulation et l'augmentation de notre effectif de vente ont permis d'accélérer la croissance des revenus vers la fin de l'exercice financier. Nous avons récemment nommé un nouveau leader de notre division Santé, dotée d'une grande expérience commerciale dans le domaine des soins de santé, afin de tirer parti de nos progrès actuels et de faire passer l'entreprise au niveau supérieur. Pour l'exercice à venir,

nous nous attendons à ce que CAE tire parti de la dynamique positive sur le marché de la formation et qu'elle continue d'offrir une croissance supérieure et rentable. »

### **Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)**

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 593,4 millions \$ au quatrième trimestre, une hausse de 50 % comparativement au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel<sup>(8)</sup> est de 115,5 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 74,5 millions \$ au quatrième trimestre l'an dernier. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant éléments particuliers<sup>(9)</sup> du secteur Civil s'est établi à 122,3 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 64 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'utilisation<sup>(10)</sup> de nos centres de formation civile est de 75 % au quatrième trimestre.

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Civil ont atteint 1,9 milliard \$ pour l'exercice, une hausse de 15 % comparativement à l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 344,3 millions \$ (18,4 % des produits des activités ordinaires). Le résultat opérationnel sectoriel annuel avant éléments particuliers s'est établi à 351,1 millions \$ (18,7 % des produits des activités ordinaires) cette année et à 311,8 millions \$ (19,2 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier, soit une hausse de 13 %. Le taux d'utilisation annuel de nos centres de formation du secteur Civil est de 76 %, en raison de la forte utilisation continue des simulateurs existants et du déploiement récent d'une capacité additionnelle de simulateurs pour répondre à la nouvelle demande des clients.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats de solutions de formation d'une valeur record de 1,1 milliard \$, dont un contrat exclusif de 15 ans de formation des pilotes avec Avianca et la vente de 28 simulateurs de vol (FFS). Au cours de l'exercice, le secteur Civil a enregistré des commandes pour un montant record de 2,8 milliards \$, ce qui témoigne du dynamisme accru de CAE en tant que partenaire de choix en formation. Ces contrats incluaient la vente de 78 FFS et des accords de formation à long terme avec des compagnies aériennes dont easyJet, CityJet, Endeavor, AirAsia et Volaris. Dans l'aviation d'affaires, le secteur Civil a remporté des contrats de formation à long terme avec des clients du monde entier, notamment OJets, Icon Aviation et Windsor Jets.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>(3)</sup> du secteur Civil est de 1,87 ce trimestre et de 1,48 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil à la clôture de l'exercice atteignait le montant record de 5,0 milliards \$, ce qui correspond à une hausse de 22 % par rapport à l'exercice précédent.

### **Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile**

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	EX2019	EX2018	Écart en %	T4-2019	T4-2018	Écart en %
		Retraité			Retraité	
Produits des activités ordinaires	\$ 1 875,8	1 625,3	15%	593,4	395,3	50%
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	\$ 344,3	330,1	4%	115,5	74,5	55%
Marges opérationnelles	% 18,4	20,3		19,5	18,8	
ROS avant éléments particuliers	\$ 351,1	311,8	13%	122,3	74,5	64%
Marges opérationnelles	% 18,7	19,2		20,6	18,8	
Carnet de commandes total	\$ 5 039,6	4 131,1	22%	5 039,6	4 131,1	22%
Unités NES <sup>(11)</sup>	218	206	6%	224	212	6%
FFS déployés	286	255	12%	286	255	12%

### Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 387,9 millions \$ au quatrième trimestre, une hausse de 34 % comparativement au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel est de 50,7 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 36,3 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre l'an dernier. Excluant les dépenses liées à l'acquisition et à l'intégration d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE), le résultat opérationnel du secteur Défense pour le trimestre aurait été de 51,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires), une hausse de 42 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires du secteur Défense ont atteint 1 306,7 millions \$ pour l'exercice, une hausse de 21 % comparativement à l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 131,5 millions \$ (10,1 % des produits des activités ordinaires). En excluant les dépenses liées à AOCE, le résultat opérationnel annuel du secteur Défense aurait été de 134,8 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires), une hausse de 9 % comparativement à l'an dernier.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 265,0 millions \$. Parmi les importants contrats remportés : un contrat avec Boeing pour leur fournir un simulateur d'avion P-8A destiné à la Royal Air Force et des programmes de mise à niveau de simulateurs avec la marine américaine dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger sur des systèmes de formation des hélicoptères MH-60R de la Royal Australian Navy, avec l'Aviation royale du Canada pour ses simulateurs C-130J, avec l'armée de l'air allemande pour ses simulateurs Eurofighter ainsi qu'avec Lockheed Martin pour des simulateurs C-130J de mission complète pour la U.S. Air Force.

Pour l'exercice, le secteur Défense a enregistré des commandes de 1,1 milliard \$, y compris un contrat visant à fournir des services complets d'entraînement pour les équipages C130H de la U.S. Air Force ainsi qu'un contrat avec la marine américaine pour son programme CNATRA CIS, comprenant l'instruction dans cinq stations aéronavales pour appuyer la formation primaire, intermédiaire et avancée des pilotes. Le secteur Défense a également obtenu un contrat pour la fourniture d'une solution de formation complète et de services de formation à long terme pour le programme d'hélicoptère NH90 de la Royal New Zealand Air Force, ainsi qu'un contrat avec General Atomics pour le développement du système de formation synthétique pour le système d'aéronef britannique Protector piloté à distance. De plus, par l'intermédiaire de CAE USA Mission Solutions et de l'acquisition d'AOCE au cours de l'exercice, le secteur Défense a obtenu plusieurs contrats avec le gouvernement américain pour fournir de la formation et des services de soutien sur les programmes dont le niveau de sécurité est plus élevé.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,68 ce trimestre et à 0,83 pour les 12 derniers mois. Les contrats du secteur Défense comprennent souvent des options contractuelles qui s'étendent au-delà de l'année de financement initiale de ces contrats. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense, y compris les options, s'est établi à 1,28 pour le trimestre et à 1,03 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 4,5 milliards \$ à la fin de l'année.

### Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>EX2019</b>	EX2018	Écart en %	<b>T4-2019</b>	T4-2018	Écart en %
		Retraité			Retraité	
Produits des activités ordinaires	\$ <b>1 306,7</b>	1 083,0	21%	<b>387,9</b>	290,5	34%
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>131,5</b>	123,9	6%	<b>50,7</b>	36,3	40%
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>10,1</b>	11,4		<b>13,1</b>	12,5	
Carnet de commandes total	\$ <b>4 455,3</b>	3 937,2	13%	<b>4 455,3</b>	3 937,2	13%

### Santé

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont atteint un record de 40,7 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 16 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel du quatrième trimestre a atteint 4,2 millions \$ (10,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 6,7 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre du dernier exercice. Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 121,6 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 115,2 millions \$ l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel annuel a atteint 4,8 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 8,8 millions \$ (7,6 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

CAE Santé a franchi plusieurs étapes stratégiques importantes au cours de l'exercice, renforçant ainsi sa position de chef de file de l'innovation dans les domaines de la formation et de l'éducation fondées sur la simulation en soins de santé. Parmi les produits innovateurs lancés, mentionnons CAE Ares, un mannequin de soins d'urgence, Anesthesia SimSTAT Appendectomy et Robotic Surgery, des modules de simulation sur écran approuvés par l'American Board of Anesthesiology pour le maintien des crédits de certification, deux nouveaux dispositifs d'entraînement Blue Phantom destinés à la simulation d'échographie ainsi que le simulateur de nourrisson innovateur CAE Luna. Le secteur Santé a élargi sa présence sur le marché en augmentant son effectif de vente et a conclu plusieurs nouvelles ententes de distribution aux États-Unis et à l'échelle internationale. Afin d'atteindre une plus grande envergure et un meilleur rendement du capital investi, le 1<sup>er</sup> avril 2019, CAE a nommé Rekha Ranganathan, une dirigeante chevronnée de l'industrie des soins de santé, au poste de présidente du groupe CAE Santé.

### Sommaire des résultats – Santé

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>EX2019</b>	EX2018	Écart en %	<b>T4-2019</b>	T4-2018	Écart en %
		Retraité			Retraité	
Produits des activités ordinaires	\$ <b>121,6</b>	115,2	6%	<b>40,7</b>	35,1	16%
Résultat opérationnel sectoriel	\$ <b>4,8</b>	8,8	(45%)	<b>4,2</b>	6,7	(37%)
<i>Marges opérationnelles</i>	% <b>3,9</b>	7,6		<b>10,3</b>	19,1	

## **Autres points saillants financiers**

Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités poursuivies s'élevaient à 116,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 117,3 millions \$ à la même période l'an dernier. Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 323,8 millions \$ au cours de l'exercice, comparativement à 288,9 \$ à la même période l'an dernier. Le taux de conversion en trésorerie pour l'exercice 2019 était de 98 %.

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 19,3 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 13 %, comparativement à 8 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition de ce trimestre a été plus élevé en raison du changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions et de la baisse des actifs d'impôt différé reconnu en Europe. De plus, ce trimestre, la Société a comptabilisé les actifs d'impôt différé au Canada, qui ont été neutralisés principalement par l'incidence de contrôles fiscaux au Canada. En excluant l'incidence des actifs d'impôt différés nets et des contrôles fiscaux au Canada, le taux d'imposition aurait été de 20 % ce trimestre. Sur la même base, le taux d'imposition pour l'exercice aurait été de 19 %.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance<sup>(12)</sup> ont totalisé 96,2 millions \$ ce trimestre et 251,8 millions \$ pour l'exercice.

À la clôture de l'exercice, la dette nette<sup>(13)</sup> était de 1 882,2 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital total<sup>(14)</sup> était de 43,9 %. À la clôture de l'année précédente, la dette nette était de 649,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital était de 22,0 %. CAE a émis des billets de premier rang non garantis de 450 millions \$ U.S. et des emprunts à terme de 150 millions \$ U.S. pour financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et pour monétiser ses obligations de paiement de redevances futures envers le fabricant d'aéronefs.

Le rendement du capital utilisé s'est établi à 11,9 % ou 12,9 % avant l'incidence de la récente acquisition de la division BAT de Bombardier, comparativement à 14,7 % l'an dernier ou 12,7 % avant éléments particuliers.

CAE versera un dividende de 10 cents par action le 28 juin 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 14 juin 2019. Au cours de l'exercice 2019, CAE a versé 99,9 millions \$ en dividendes aux actionnaires et a racheté et annulé un total de 3 671 900 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 25,70 \$ par action ordinaire pour une contrepartie totale de 94,4 millions \$.

## **Perspectives de la direction**

Les principaux marchés de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit continuer de dépasser la croissance constante du marché au cours de l'exercice 2020. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Dans le secteur Civil, la Société prévoit générer une croissance du résultat opérationnel se situant dans les hauts 20 % grâce à une demande soutenue pour ses solutions de formation, y compris le maintien d'une part de marché importante de la vente de FFS, mais aussi grâce à l'intégration de l'acquisition récente de la division BAT de Bombardier. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très fort. CAE s'attend à ce que le secteur Santé connaisse une croissance à deux chiffres grâce à son nouveau leadership, à ses effectifs de vente accrus et à la poursuite du lancement de produits innovateurs. Le financement

des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continuent d'être stimulées et soutenues par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie d'être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation CAE prévoit actuellement que les dépenses en immobilisations annuelles totales augmenteront légèrement (entre 10 et 15 %, au cours de l'exercice 2020), principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur la réceptivité de ses clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion du trimestre et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2018, CAE a adopté la norme IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui change la façon de comptabiliser les produits des activités ordinaires de la Société pour un certain nombre de contrats avec ses clients. L'incidence de la norme IFRS 15 pour CAE porte principalement sur le moment où les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour certains dispositifs de formation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et qui ne satisferont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces dispositifs de formation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. Bien que ces changements se répercutent sur le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des résultats nets tirés des contrats, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie tirés des contrats. Les résultats financiers publiés dans ce communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15 étant donné que la Société a adopté la norme de façon rétrospective au cours de cet exercice financier. Pour plus de renseignements, y compris l'incidence sur les résultats de l'exercice 2018 de CAE, veuillez vous reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

### **IFRS 16 : Contrats de location**

À partir du 1<sup>er</sup> avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – Contrats de location, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour les exercices terminés les 31 mars 2018 et 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1<sup>er</sup> avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 mars 2019.

### **Information détaillée**

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à l'adresse [www.cae.com/investisseurs](http://www.cae.com/investisseurs) pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et sont disponibles sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web ([www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs ([investisseurs@cae.com](mailto:investisseurs@cae.com)).

### **Conférence téléphonique sur les résultats du T4 et de l'EX2019**

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE ; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière ; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE au [www.cae.com](http://www.cae.com). La « Présentation complémentaire du T4 de l'EX2019 » qui accompagnera les discussions de la direction sur les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2019 de CAE peut être téléchargée sur notre site Web au [www.cae.com/investisseurs](http://www.cae.com/investisseurs).

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

### **Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats**

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

### **Mise en garde concernant les énoncés prospectifs**

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2019 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges) et toute autre déclaration qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs décrivent des attentes, des plans, des résultats ou des stratégies futurs et contiennent normalement des termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act de 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons

raisonnables et appropriés dans les circonstances, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car il existe un risque que ceux-ci soient inexacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 17 mai 2019 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué de presse sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 17 mai 2019. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2020 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2020 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

### **Importantes hypothèses**

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique modeste et taux d'intérêt stables au cours de l'exercice 2020 ; un niveau soutenu de concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé ; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles ; et un marché de la défense qui continue d'être positif.

### **Hypothèses concernant nos activités**

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration des énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà contenus dans le présent communiqué de presse, y compris, sans toutefois s'y limiter, le maintien de la part de marché dominante de CAE dans la vente de simulateurs civils, les prix, la livraison des produits aux clients et la capacité de CAE à accroître sa part de marché en formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 17 mai 2019, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

### **Risques importants**

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière et les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2019 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles au [www.sec.gov](http://www.sec.gov)). Le rapport de gestion de l'exercice 2019 est

également disponible au [www.cae.com](http://www.cae.com). L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs financiers et de gestion pour l'exercice 2020, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

## Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en ajoutant à notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, d'acquisition et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(2) Le résultat par action avant éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, des autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration, d'acquisition et à ces autres profits, après impôt ainsi qu'aux éléments fiscaux non récurrents par le nombre moyen d'actions dilué. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(3)

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires ;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement ;
- Pour le secteur Santé, les commandes reçues sont généralement converties en revenu dans un délai d'un an. Par conséquent, nous estimons dans ce cas que la réception de commande est un revenu.

Le ratio des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté ;
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, comme il est mentionné ci-dessus ;
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

<sup>(4)</sup> Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

<sup>(5)</sup> Le taux de conversion en trésorerie est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons pour évaluer notre rendement au niveau de la génération des flux de trésorerie et il sert de base pour l'évaluation de notre structure de capitalisation. Nous le calculons en divisant les flux de trésorerie disponibles par le résultat net avant les éléments particuliers.

<sup>(6)</sup> Le rendement du capital utilisé sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, après déduction des charges financières nettes après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

<sup>(7)</sup> Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

<sup>(8)</sup> Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

<sup>(9)</sup> Le résultat opérationnel sectoriel avant éléments particuliers exclut également les frais de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les autres gains et pertes découlant des transactions stratégiques importantes. Nous

calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

<sup>(10)</sup> Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

<sup>(11)</sup> Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période..

<sup>(12)</sup> Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

<sup>(13)</sup> La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

<sup>(14)</sup> Le ratio de la dette nette sur le capital total représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web ([www.cae.com](http://www.cae.com)) et sur celui de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

## **Personnes-ressources**

### **Relations avec les investisseurs :**

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760,  
[andrew.arnovitz@cae.com](mailto:andrew.arnovitz@cae.com)

### **Média :**

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536,  
[helene.v.gagnon@cae.com](mailto:helene.v.gagnon@cae.com)

## État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	<b>31 mars 2019</b>	31 mars 2018	1 <sup>er</sup> avril 2017
		Retraité	Retraité
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	446,1 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients	496,0	452,0	450,1
Actifs sur contrat	523,5	439,7	348,5
Stocks	537,0	516,1	549,0
Acomptes	57,4	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	33,6	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés	19,3	13,3	23,4
<b>Total de l'actif courant</b>	<b>2 112,9 \$</b>	<b>2 123,3 \$</b>	<b>1 965,1 \$</b>
Immobilisations corporelles	2 149,3	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	2 027,9	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence	312,1	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé	71,0	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés	12,8	11,5	16,0
Autres actifs	479,5	482,0	471,3
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 165,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Dettes fournisseurs et charges à payer	872,2 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions	28,7	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer	25,7	15,3	9,6
Produits différés	11,6	10,0	11,4
Passifs sur contrat	670,2	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme	264,1	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés	17,0	18,1	15,5
<b>Total du passif courant</b>	<b>1 889,5 \$</b>	<b>1 474,1 \$</b>	<b>1 411,1 \$</b>
Provisions	36,3	39,5	39,1
Dette à long terme	2 064,2	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances	136,2	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel	212,6	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs	267,0	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé	147,0	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés	2,7	4,4	4,7
<b>Total du passif</b>	<b>4 755,5 \$</b>	<b>3 482,7 \$</b>	<b>3 385,4 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	649,6 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport	24,8	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global	199,0	260,3	191,1
Résultats non distribués	1 457,9	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>2 331,3 \$</b>	<b>2 229,1 \$</b>	<b>1 952,1 \$</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	78,7	68,4	60,2
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 410,0 \$</b>	<b>2 297,5 \$</b>	<b>2 012,3 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>7 165,5 \$</b>	<b>5 780,2 \$</b>	<b>5 397,7 \$</b>

## — État consolidé du résultat net

	<i>Trimestres clos les</i>		<i>Exercices de douze</i>	
	<i>31 mars</i>		<i>mois clos les</i>	
	2019	2018	2019	2018
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>				
				Retraité
Produits des activités ordinaires	1 022,0 \$	720,9 \$	3 304,1 \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	734,0	483,9	2 362,6	1 945,6
<b>Marge brute</b>	<b>288,0 \$</b>	<b>237,0 \$</b>	<b>941,5 \$</b>	<b>877,9 \$</b>
Frais de recherche et de développement	9,9	22,8	101,4	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	123,2	112,3	415,2	380,8
Autres profits – montant net	(5,2)	(4,3)	(22,3)	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(10,3)	(11,3)	(33,4)	(43,2)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>170,4 \$</b>	<b>117,5 \$</b>	<b>480,6 \$</b>	<b>462,8 \$</b>
Charges financières – montant net	25,7	24,2	80,9	77,2
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>144,7 \$</b>	<b>93,3 \$</b>	<b>399,7 \$</b>	<b>385,6 \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat	19,3	7,7	59,6	30,9
<b>Résultat net</b>	<b>125,4 \$</b>	<b>85,6 \$</b>	<b>340,1 \$</b>	<b>354,7 \$</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	122,3 \$	82,3 \$	330,0 \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	3,3	10,1	8,7
<b>Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>				
De base	0,46 \$	0,31 \$	1,24 \$	1,29 \$
Dilué	0,46 \$	0,31 \$	1,23 \$	1,28 \$

## État consolidé du résultat global

	<i>Trimestres clos les</i>		<i>Exercices de douze</i>	
	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>				
				Retraité
<b>Résultat net</b>	<b>125,4 \$</b>	<b>85,6 \$</b>	<b>340,1 \$</b>	<b>354,7 \$</b>
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>				
Différences de conversion liées aux établissements à l'étranger	(64,4) \$	119,2 \$	(12,6) \$	78,1 \$
Reclassement au résultat net de différences de conversion	(5,3)	(2,3)	(23,2)	(26,6)
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	15,8	(20,6)	(6,9)	(0,3)
Reclassement au résultat net des profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie	1,4	5,5	2,1	(0,6)
Profits (pertes) nets sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	7,7	(13,3)	(20,0)	15,2
Impôt sur le résultat	(6,4)	(0,4)	2,2	2,1
	<b>(51,2) \$</b>	<b>88,1 \$</b>	<b>(58,4) \$</b>	<b>67,9 \$</b>
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>				
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(14,3) \$	11,0 \$	4,2 \$	(33,0) \$
Profit net sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais des AERG	—	0,1	—	0,1
Impôt sur le résultat	3,8	(2,9)	(1,1)	8,9
	<b>(10,5) \$</b>	<b>8,2 \$</b>	<b>3,1 \$</b>	<b>(24,0) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(61,7) \$</b>	<b>96,3 \$</b>	<b>(55,3) \$</b>	<b>43,9 \$</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>63,7 \$</b>	<b>181,9 \$</b>	<b>284,8 \$</b>	<b>398,6 \$</b>
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,9 \$	177,6 \$	271,8 \$	391,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8	4,3	13,0	7,5

## État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Total		
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes au 1 <sup>er</sup> avril 2017 (retraité)	268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$	2 012,3 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	346,0 \$	346,0 \$	8,7 \$	354,7 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	69,2	(24,1)	45,1	(1,2)	43,9	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	69,2 \$	321,9 \$	391,1 \$	7,5 \$	398,6 \$	
Options sur actions exercées	1 246 575	18,7	(3,0)	—	—	15,7	—	15,7	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 967	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(2 081 200)	(4,9)	—	—	(39,9)	(44,8)	—	(44,8)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	4,9	—	—	4,9	—	4,9	
Dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,6)	(2,6)	
Augmentation des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	3,3	3,3	
Dividendes en actions	173 964	4,0	—	—	(4,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(89,9)	(89,9)	—	(89,9)	
Soldes au 31 mars 2018 (retraité)	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	330,0 \$	330,0 \$	10,1 \$	340,1 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(61,3)	3,1	(58,2)	2,9	(55,3)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(61,3) \$	333,1 \$	271,8 \$	13,0 \$	284,8 \$	
Options sur actions exercées	1 231 600	21,1	(2,9)	—	—	18,2	—	18,2	
Achat facultatif au comptant d'actions	2 459	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(3 671 900)	(8,8)	—	—	(85,6)	(94,4)	—	(94,4)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	6,4	—	—	6,4	—	6,4	
Dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,7)	(2,7)	
Dividendes en actions	146 914	4,0	—	—	(4,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(99,9)	(99,9)	—	(99,9)	
<b>Soldes au 31 mars 2019</b>	<b>265 447 603</b>	<b>649,6 \$</b>	<b>24,8 \$</b>	<b>199,0 \$</b>	<b>1 457,9 \$</b>	<b>2 331,3 \$</b>	<b>78,7 \$</b>	<b>2 410,0 \$</b>	

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2019	2018
		Retraité
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	340,1 \$	354,7 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	137,6	120,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	79,6	78,8
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(33,4)	(43,2)
Impôt sur le résultat différé	(23,1)	(33,9)
Crédits d'impôt à l'investissement	8,2	(6,8)
Rémunération fondée sur des actions	9,3	23,1
Régimes de retraite à prestations définies	14,8	7,6
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants	(30,3)	(32,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(5,8)	7,8
Profit sur la cession d'une participation dans un investissement	—	(14,3)
Réévaluation d'un investissement, nette des coûts de réorganisation et autres	(3,7)	(4,0)
Autres	1,9	(10,9)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	35,2	(43,6)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>	<b>530,4 \$</b>	<b>403,3 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(827,8) \$	(124,4) \$
Produit net de la cession de participations dans un investissement	—	117,8
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	(202,7)	—
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	(251,8)	(173,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	2,7	27,0
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(86,6)	(47,3)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(37,7)	(11,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	22,0	37,6
Autres	2,7	5,7
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(1 379,2) \$</b>	<b>(169,0) \$</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produit tiré de la dette à long terme	955,3	37,8
Remboursement sur la dette à long terme	(72,7)	(33,4)
Remboursement sur des contrats de location-financement	(22,0)	(25,0)
Dividendes versés	(99,9)	(89,9)
Émission d'actions ordinaires	18,3	15,7
Rachat d'actions ordinaires	(94,4)	(44,8)
Autres	5,7	(2,9)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>690,3 \$</b>	<b>(142,5) \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>(6,9) \$</b>	<b>15,0 \$</b>
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(165,4) \$</b>	<b>106,8 \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>	<b>611,5</b>	<b>504,7</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>446,1 \$</b>	<b>611,5 \$</b>
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	55,2 \$	56,0 \$
Intérêts reçus	14,9	12,9
Impôt sur le résultat payé	34,0	36,4

